

bulletin

bimensuel



L'ANN DEMENAGE A PARIS

Zurich/Managua, 8 octobre. L'ANN-Europe se trouve à une étape décisive pour son avenir. Le travail de ANN-Europe se fera dorénavant à Paris. Managua assumera désormais entièrement la rédaction du bulletin. Le projet de contre-information est ainsi sauvé et notre longue recherche d'une solution financièrement viable valait la peine. Le prochain bulletin sera édité fin novembre.

Cette restructuration n'entraîne aucune conséquence pour les abonnés et lecteurs. Le bulletin continuera à être édité avec le même nombre de pages et la même périodicité. Le bénéfice des abonnements sera transféré entièrement au nouveau groupe de production. L'ANN-Europe continuera à assumer la gestion des abonnements pendant un certain temps, après quoi les paiements devront être adressés à Paris.

L'unique nouveauté pour les abonnés et ceux qui soutiennent l'ANN sera donc l'adresse à Paris, qui apparaîtra dans le prochain bulletin (note). Nous espérons que l'expédition postale depuis la France n'impliquera aucun retard dans la réception du bulletin.

L'objectif de la restructuration de février 1990 était de garantir la survie

du projet de *contre-information*. En déplaçant la rédaction à Fribourg (Suisse), l'ANN-Europe cherchait à renforcer son ancrage dans les régions de langue française. Nous sommes convaincus que cet objectif sera atteint maintenant avec le groupe de Paris.

Il y a exactement six ans, en pleine guerre, le projet d'une représentation de l'ANN en Europe était lancé à Managua, un projet professionnel et décisif de contre-information. L'Agence Nueva Nicaragua fonctionnait déjà depuis six ans. Stimulée par la dynamique de la Révolution, l'Agence optait pour la croissance. La solidarité internationale était forte et lui donnait raison.

Informé sur les milliers de victimes de la contra n'a jamais été une tâche facile. L'assassinat de Maurice Demierre et Yvan Leyvraz a bouleversé les travailleurs de l'ANN. Au moment des négociations d'Esquipulas, l'Agence de Managua a pu être informatisée, grâce à l'aide active de nombreuses personnes. Ce progrès a facilité l'intégration des représentations de l'ANN à l'étranger. Avec le décès brutal du rédacteur en chef Arqueles Morales en 1988, quelque chose s'est perdu de l'esprit de l'ANN. Les discussions autour du profil journalistique et de

SOMMAIRE

L'ANN déménage à Paris
Solidarité européenne: redéfinir la relation avec le FSLN

Le débat dans la solidarité aux Etats-Unis

La recontra s'en prend à l'armée et à la police

Les promesses du bon élève au FMI

Mouvement communal: une nouvelle solidarité

El Salvador: une demi-justice n'est pas la justice

"Nous disposons d'alternatives pour le continent"

500 ans de résistance indigène, noire et populaire

Haïti: Aristide sera-t-il soutenu longtemps?

En bref

40P 11481



l'amélioration des produits sont devenues plus difficiles. Finalement, la fermeture du siège central de Managua peu de temps après cette date historique du 25 février 1990 a été inévitable.

L'ANN-Europe a assumé la responsabilité de la production des deux bulletins. La réorientation politique et financière a cimenté l'actuel groupe de l'ANN à Managua. C'est à cette équipe, composée de Michèle Faure, Frédérique Perrin et Helge Fischer que revient le grand mérite d'avoir garanti la continuation du bulletin dans des conditions parfois extrêmement difficiles. Certains journalistes de l'ANN, comme Sergio Ferrari, ont également continué à travailler pour le bulletin. La voix de la Révolution, la voix des marginalisés, n'a pas cessé de se faire entendre.

La situation économique et financière du projet de *contre-information* s'est considérablement aggravée en Europe au cours des dernières années. Les événements survenus en Europe de l'Est ont fortement entamé l'optimisme et absorbent aujourd'hui beaucoup de forces. Malheureusement, le mouvement de solidarité s'effrite lentement. La baisse du nombre des abonnés de l'ANN en témoigne. Ni les individus, ni les organisations non gouvernementales, ni les groupes de solidarité ne donnent un appui suffisant. De plus, dans un pays cher comme la Suisse, les coûts augmentent sans cesse. Une contre-information sans appui est impossible et les ressources que la publicité représente pour les médias bourgeois doivent être apportées par l'aide politique dans un projet de contre-information.

C'est pour cette raison que depuis deux ans l'ANN-Europe a cherché à coopérer avec d'autres médias et organisations de la solidarité. Mais ceux-ci ont craint de se fondre dans un projet, préférant avoir le leur propre.

Face à cette réalité et tant que sa base financière est encore suffisamment solide, l'ANN agit aujourd'hui de manière à donner une continuité à son projet, soutenue par un travail solidaire. C'est pour cette raison qu'avec le groupe de Paris, nous sommes convaincus de la survie des bulletins.

Nous voudrions profiter de cette occasion pour remercier tous les amis de l'ANN. Abonnés, donateurs, comités, villes jumelées et organisations non gouvernementales nous ont aidés de différentes façons pendant toutes ces années et nous nous sommes réjouis tout autant des donations modestes, des lettres d'encouragement et de critique.

Avec des limitations de temps et de moyens, nous nous sommes efforcés de faire entendre une voix authentique depuis l'Amérique centrale.

Pour l'avenir, nous présentons nos vœux de succès au groupe de Paris et à nos fidèles camarades de travail de

Managua. Nous appelons tous les amis de l'ANN à continuer à soutenir énergiquement son projet de *contre-information*.

Pour l'ANN-Europe : U. Werner Winterberger, Martin Muheim.

Note : les lecteurs qui voudraient se mettre en contact avec l'ANN peuvent le faire actuellement à l'adresse suivante : ANN chez Michèle Borau, 38 rue du Soleil, 75019 PARIS.

SOLIDARITE EUROPEENNE: REDEFINIR LA RELATION AVEC LE FSLN

Managua, oct (ANN). Les rencontres entre le mouvement mondial de solidarité et le FSLN, qui se tiendront à Managua les 18, 19 et 20 octobre, ont été précédées d'un important débat. Bien que chacun considère nécessaire de mener une discussion sur la coopération, un large secteur de la solidarité s'est senti relégué au second plan dans la préparation des rencontres et ne partage pas les points de vue du FSLN sur la nature de la relation qu'ils doivent entretenir. S'il est vrai que ces différences sont traditionnelles et qu'elles n'ont jamais empêché dans le passé une étroite collaboration, des représentants de la solidarité européenne estiment que l'on ne peut se permettre de repousser à plus tard la recherche d'une solution et sont enclins à penser que les prochaines rencontres ne vont pas la favoriser.

Dans une lettre destinée au Département des relations internationales (DRI), instance du FSLN chargée des relations avec la solidarité, les représentants locaux d'organisations européennes expliquent : "*Nous voulons une relation ouverte, une relation qu'il faut restructurer et redéfinir*". Cette lettre, dont la publication par Barricada Internacional avant qu'elle ne soit approuvée par les différents comités en Europe a provoqué de fortes protestations, définit ainsi le mouvement de solidarité : "*Les comités sont l'expression d'un mouvement autonome qui a ses propres caractéristiques et ses propres intérêts*". C'est là le point fondamental du débat, comme l'ont expliqué des représentants de la solidarité interrogés par l'ANN.

ALLEMAGNE: UNE RELATION EGALITAIRE

Ottmar Mayer, représentant de la Coordination de Wuppertal de la solidarité allemande, estime qu'il y a un réel besoin de discussion avec le FSLN mais que les rencontres d'octobre ne vont pas permettre d'avancer. Il accuse le DRI d'avoir "*changé la conception originale*" de la réunion. La Coordination allemande va y participer mais "*n'attend rien de positif*". En effet, le plus important, c'est-à-dire "*la discussion nécessaire pour que la solidarité avec la Révolution continue, n'aura pas lieu*". Des différences de fond existent déjà depuis longtemps entre la Coordi-

nation de Wuppertal et le DRI. Le mouvement de solidarité allemand demande au FSLN qu'il le reconnaisse comme un égal, comme un mouvement politique qui mène dans son pays d'origine un travail de solidarité fondé sur ses propres expériences et ses analyses.

Le représentant allemand reproche au DRI de n'être pas réaliste. En effet, le contexte a changé et il n'y a plus d'avenir pour une solidarité qui ne ferait qu'appliquer les orientations du FSLN, situation que le DRI ne reconnaît pas encore. O. Mayer mentionne entre autres changements "la lutte pour la domination de l'Est, le marché européen, l'annexion de la RDA, la montée du racisme, l'affluence des réfugiés d'Asie et d'Afrique. Ces problèmes absorbent une bonne partie des forces de la gauche européenne alors que par ailleurs le Nicaragua n'est plus l'avant-garde de la bataille anti-impérialiste". Il continue à être important mais dans une constellation changée: "Pour l'Amérique latine, il reste un exemple et a sa place dans la discussion d'une alternative au modèle capitaliste devenu unique dans le monde". O. Mayer signale que "dans la mesure où le FSLN fait des apports au processus nicaraguayen, qui n'est pas encore mort, il trouvera intérêt et soutien en Allemagne". En même temps, le FSLN n'est pas la contre-partie exclusive de la solidarité allemande qui travaille "depuis toujours davantage avec les organisations de masse qui se définissent comme révolutionnaires et sandinistes". Après les changements intervenus en Europe et au Nicaragua, le mouvement de solidarité doit inévitablement chercher de nouvelles formes de travail et d'organisation. Il veut, comme partie de la nouvelle gauche internationaliste européenne, "discuter avec le FSLN de possibles alternatives sociales". Les explications d'O. Mayer, qui impliquent l'idée d'une maturation politique de la gauche européenne, laissent entendre qu'il n'y a que peu d'espoir que le FSLN partage ces opinions. De plus, "le travail du FSLN est en partie paralysé et les organisations de masse apportent davantage au processus". Le représentant allemand estime que la relation entre Révolution, FSLN et mouvement de solidarité est aujourd'hui plus importante que jamais mais que si le FSLN veut jouer le rôle d'un parti d'avant-garde, il doit lutter pour cela. L'aide de la solidarité à ces forces qui, selon O. Mayer représentent "les positions d'une démocratie de base" irrite la direction du FSLN.

ESPAGNE: DEFENDRE LES CONQUETES DE LA REVOLUTION

Pablo Otero, représentant du Comité coordinateur Ambrosio Mogor de l'Etat espagnol, affirme au nom de son organisation la nécessité de revoir la relation avec le FSLN après la rupture de ce qui dans le passé est apparu comme une seule chose, et souvent comme l'unique objet de l'aide solidaire, c'est-à-dire l'inter-relation Révolution, FSLN, Etat, nation. D'autres motivations ont surgi chez les militants et organisations de la solidarité: "Avant, l'axe était la lutte contre l'intervention d'un pouvoir étranger". Pour P. Otero, cette agression se poursuit

"mais s'exprime de façon différente et nos peuples la perçoivent aussi d'une autre manière. Nous ne pouvons plus utiliser les mêmes formes de travail. Les alliés qu'avait le mouvement de solidarité dans nos pays ne sont plus nos alliés". Les rencontres d'octobre ne sont pas adaptées à la discussion de ce thème. Il critique entre autres, tout comme d'autres forces de la solidarité européenne, l'élaboration par le seul FSLN du document sur lequel vont travailler les participants. Cela semble indiquer la volonté "que rien ne sorte (de ces rencontres)". Bien que ces dernières ne puissent être la panacée, les militants espagnols avaient pensé qu'elles marqueraient le début du débat.

Selon P. Otero, le FSLN et le mouvement de solidarité n'ont pas bien défini jusque-là leur politique d'alliances internationales. Le mouvement de solidarité n'est pas "un parti qui a une définition stratégique", mais "l'expression d'une volonté populaire" de mener à bien une solidarité internationale. P. Otero explique que son organisation a déjà révisé sa coopération avec les institutions officielles, par exemple les mairies. Il faut maintenant revoir également la relation avec FSLN, car "il n'est plus le même qu'il y a 4 ans. Il doit nous expliquer qui il est, ce qu'il veut faire et comment il veut le faire. Nous voulons aussi dire au FSLN qui nous sommes". Les militants de la solidarité de l'Etat espagnol ne veulent plus soutenir la consolidation "du nouvel état national". De même, "personne n'est d'accord pour appuyer strictement l'appareil du FSLN". Le mouvement espagnol se propose plutôt, par exemple, le soutien à la lutte de travailleuses dans une entreprise, indépendamment du fait qu'elles appartiennent ou non à une organisation sandiniste. "Mais nous serions très heureux si nous tous, FSLN, travailleuses et mouvement de solidarité pouvions avoir les mêmes orientations".

Par ailleurs, il existe une incertitude sur le type de travail que peut faire la solidarité. Le problème n'est pas de collecter de l'argent, mais de faire un travail qui corresponde aux motivations de chacun. Analysant les dix ans écoulés, le représentant espagnol estime que la cohérence du mouvement de solidarité et son activité continue dans ses lieux d'origine sont ses succès les plus importants. Des erreurs ont été commises dans la canalisation des ressources et les formes de travail qui "auraient pu être meilleures pour renforcer la conscience révolutionnaire des Nicaraguayens tout en respectant les conditions locales". C'est pour cela que son organisation "veut défendre ce qu'on appelle les conquêtes de la Révolution dans les formes d'expression que lui donnent les Nicaraguayens eux-mêmes".

SUISSE : POUR UNE INTERNATIONALE DES PEUPLES

Bien avant les élections, les comités suisses avaient pris la décision de ne plus travailler seulement en faveur du Nicaragua, mais aussi du Salvador et des autres pays

centraméricains. Ils s'étaient même ouverts à des luttes de libération du Cône sud et d'autres continents. Il n'y a pas eu réellement de réorientation après la défaite électorale, car la diversification avait commencé avant. De même, les comités travaillaient beaucoup avec les organisations de masse avant février 1990, ce qui a évité le malaise de certains quand ils ont du passer de la coopération avec un gouvernement à la coopération avec un parti d'opposition.

Nicoletta Gianella, représentante des comités suisses, estime que la relation avec le FSLN n'a pas été si mauvaise dans le passé. Elle pense, à la différence de certains, que la solidarité n'a pas vraiment été un instrument du FSLN, dans la mesure où certaines décisions des sandinistes ont été longuement débattues par les Suisses, qui n'ont pas tout accepté comme argent comptant (le processus d'Esquipulas, les élections, la campagne électorale, la question de l'Internationale socialiste, etc...). Elle estime par contre que dans le passé le débat politique avec le FSLN n'a pas été suffisant. *"Le FSLN ne connaissait pas bien la solidarité mais celle-ci n'a pas non plus été capable de décrire sa réalité"*. Le FSLN cherchait à s'ouvrir un espace et à susciter l'aide économique. La solidarité était disposée à l'aider dans ses objectifs mais appartenait à un mouvement politique plus vaste et cherchait à éviter la réduction en s'identifiant à tous les courants qui la traversaient.

Selon N. Gianella, il faut aujourd'hui établir un débat plus étroit, repenser le cadre de la relation (que cherche chacun et que donne-t-il?), établir les intérêts communs minimums et définir ensemble le rôle de chacun. Un mûrissement est donc nécessaire, car le monde se dessine d'une autre façon, le capitalisme est triomphant tandis que la misère gagne les pays développés. *"Les comités ne peuvent plus fonctionner comme des groupes qui ont adopté le Nicaragua"*. Il faut mener une recherche commune, trouver ensemble une perspective et se convaincre que la solidarité et le FSLN font partie d'un tout. *"Il n'est plus temps de dire : pauvre Nicaraguayen qui a besoin d'un toit, mais : pauvres de nous tous. C'est ce que souligne Daniel Ortega quand il parle de créer l'Internationale des Peuples"*.

LE DEBAT DANS LA SOLIDARITE AUX ETATS-UNIS

Managua, oct (ANN). Le mouvement de solidarité états-unien, pour des raisons évidentes, a revêtu une importance particulière. Aujourd'hui, il est affaibli et ses militants cherchent de nouveaux chemins, comme en témoignent les contributions publiées par Barricada International dans le cadre de la préparation des rencontres entre le FSLN et la solidarité.

Le débat tourne autour de quelques thèmes importants. Tout d'abord, doit-on soutenir ouvertement le FSLN ou continuer, comme cela s'est fait jusqu'à présent, un soutien de *"personnes à personnes"*, c'est-à-dire à travers des projets concrets comme les jumelages, évitant ainsi, selon certains, de se définir politiquement? Une bonne partie du mouvement estime, comme l'explique Midge Quandt (BI, sept), que celui-ci a *"modéré son message"* et *"reculé le moment de s'organiser autour de thèmes plus larges"*. Ce courant, qui demande une plus claire identification avec le FSLN et ses organisations de masse, est favorable, selon M. Quandt, *"à la création d'un mouvement de solidarité qui fasse référence aux objectifs géopolitiques des Etats-Unis et inclue les problèmes et les politiques internes"*. A l'heure du nouvel ordre international, beaucoup de militants pensent comme Rhonda Collins (BI, oct), que la lutte du Tiers monde et celle des militants étatsuniens ne font qu'une et qu'il faut construire un *"mouvement qui assume des engagements profonds et à long terme pour que triomphe la justice sociale et économique dans le Tiers monde comme aux Etats-Unis"*. Il faut organiser un mouvement anti-impérialiste qui serait en contact avec d'autres groupes partageant les mêmes idéaux.

Le programme de ce courant peut se résumer en trois points:

- essayer de changer la politique des Etats-Unis qui nuit aux économies des pays en voie de développement, utilisant les programmes d'assistance et en particulier l'Agence pour le développement international (AID)

- apporter une aide directe à des projets

- s'organiser avec des groupes étatsuniens qui sont victimes des mêmes politiques que les Nicaraguayens (privatisations, licenciements, sabotage des syndicats, etc).

Leurs adversaires ne souhaitent pas un soutien ouvert au FSLN, car on ne peut ignorer les erreurs de ce parti et *"sa tendance autoritaire"*; de plus, une telle attitude peut couper le mouvement d'une partie de sa base. Ils parient sur une évolution personnelle des militants et soulignent: *"Si nous lions notre travail à la venue de changements profonds aux Etats-Unis, nous allons attendre pour l'éternité"*.

La question de la structuration du mouvement de solidarité est aussi à l'ordre du jour. Jusqu'à présent, il n'existe pas d'organisation nationale, mais des groupes dispersés qui ont chacun leur projet. L'argument en faveur d'un statut quo est fondé sur l'idée que l'autonomie favorise la vitalité et la créativité. Mais certains pensent qu'il est temps de mieux s'organiser pour gagner en efficacité.

LA RECONTRA S'EN PREND A L'ARMEE ET A LA POLICE

Managua, 16 oct (ANN). L'embuscade tendue à un contingent militaire près de Santo Domingo (Chontales, Région V) le 4 octobre, par un important groupe de recontra a marqué le début d'une série d'actions plus modestes contre des objectifs policiers ou militaires, destinées à récupérer des armes mais surtout à exercer des pressions répétées contre les principales cibles de la recontra : l'Armée populaire sandiniste et la Police. L'embuscade du Chontales s'est terminée par la libération du contingent capturé mais les recontras ont refusé de rendre les armes saisies et même si l'armée a repris le contrôle militaire sur la zone dans laquelle s'est déroulée l'action, celle-ci n'en représente pas moins un "coup publicitaire" avantageux dans un secteur qui est un bastion anti-sandiniste mais qui jusqu'à ce jour, n'avait pas connu beaucoup d'activité recontra.

Cette opération a été suivie par :

-l'attaque le 7 octobre d'un détachement militaire dans la région d'El Cua (Matagalpa, Région VI), qui s'est soldée par la mort d'un soldat et de trois contras

-l'attaque le 10 octobre d'un groupe de policiers dans la région de Palacaguina dans le nord.

-l'attaque le 11 octobre d'un poste de police dans la région de Bluefields (Région atlantique sud)

-l'attaque le 15 octobre d'un groupe de militaires dans le département de Jinotega (Région VI).

Le représentant du FSLN de cette dernière région, Marvin Castro, a rencontré les principaux chefs contras qui opèrent dans la zone. Ceux-ci lui ont affirmé être d'accord avec le désarmement et la réconciliation de la paysannerie et ont insisté sur leur principale revendication d'une police sans sandinistes. Mais malgré cette bonne volonté toute rhétorique, les mêmes chefs contras viennent de signer une lettre par laquelle ils rejettent "un désarmement unilatéral effectué par des militaires sandinistes" et insistent pour rencontrer la présidente Chamorro, qui jusqu'à présent a refusé. Si ce désarmement, mené depuis deux semaines par des commissions régionales, a été effectivement "unilatéral" jusque-là, c'est dans la mesure où il n'a touché que des civils, dont certains directement menacés de mort par la recontra, et aucun groupe armé en action.

DERNIERE HEURE : Les principaux chefs recontras regroupés en Etat Major des Forces Démocratiques de Salut National ont rencontré le 17 octobre le ministre de l'Intérieur Carlos Hurtado. Ils ont accepté formellement de se soumettre au désarmement et à la démilitarisation, en échange de leur intégration dans la proportion d'un tiers aux effectifs des brigades de désarmement ainsi que

leur entrée dans la Police Nationale qui deviendra une "Police Mixte". Le chef "Indomable" n'a pas souscrit cet accord.

PROMESSES DU BON ELEVE AU FMI

Managua, 7 oct (ANN/Barricada). Une mission du FMI chargée d'orienter le programme économique du gouvernement nicaraguayen a publié au mois d'août un rapport sur la situation du pays. Selon ce document, le gouvernement devra intensifier son programme d'ajustements et une série de décisions est déjà pratiquement prise, en dehors de toute concertation avec les secteurs sociaux concernés. Si les nicaraguayens veulent savoir ce qui les attend en matière de privatisation et de salaires pour l'année 92, mieux vaut donc pour eux aller chercher directement l'information où elle se trouve, c'est-à-dire à Washington, dans les dossiers du FMI. Voici dans ses aspects principaux, le contenu de ce rapport.

Les dépenses de l'Etat devront diminuer grâce, entre autres, à une réduction de 10 à 12% de la masse salariale. Cette politique contribuera à freiner les augmentations de salaires qui se négocient librement dans le secteur privé. Le gouvernement s'engage à continuer à réduire le personnel dans le secteur public et à rationaliser les dépenses grâce à la fusion et à la fermeture de certains établissements. Une partie des activités relevant des ministères de la Santé et de l'Education seront transférées au secteur privé.

Des 350 entreprises nationalisées, 23 ont déjà été rendues à leur ancien propriétaire. 34 ont été partiellement privatisées ou partiellement rendues et 26 ont été fermées ou soumises à une fusion. Le gouvernement espère en privatiser 25 en 1992 et en fermer ou restituer 50 autres.

Le monopole d'Etat sur les exportations et les importations des principaux produits a déjà été partiellement éliminé et la plupart des prix sont libérés. Le projet est d'en finir avant la fin 91 avec tout contrôle de l'Etat sur la fixation des prix agricoles, en particulier des cultures vivrières de base. La réforme du commerce extérieur se poursuivra: le gouvernement s'est engagé à supprimer avant la fin de l'année 92 toute barrière douanière sur les importations.

En 1991 sera amorcée la fusion des principales banques commerciales ainsi que la réduction du personnel et avant la fin de l'année, les banques privées pourront ouvrir leurs portes.

LE BON ELEVE REND SA COPIE

L'Entreprise nationale des aliments de base (ENABAS), créée par le gouvernement sandiniste il y a 12 ans pour

canaliser le commerce des denrées alimentaires de base et fixer leur prix cessera de jouer son rôle de protection des producteurs et des consommateurs : c'est ce que vient d'annoncer en d'autres termes son actuel directeur, Ignacio Velez. Le rôle d'ENABAS sera désormais celui de "facilitateur du commerce de grains de base" dans le cadre de la libération générale des prix voulue par la nouvelle politique économique du pays. Avec la suppression des barrières douanières et sans la protection assurée jusque-là par ENABAS, quel est l'avenir des producteurs face aux importations des Etats-Unis qui, sous le label "aide alimentaire", écoulent leur production excédentaire dans les pays du Tiers Monde ? Dans la foulée, une partie du personnel d'ENABAS est promise au licenciement. Cela s'appelle rationaliser les dépenses de l'Etat et s'ouvrir au marché mondial...

MOUVEMENT COMMUNAL : UNE NOUVELLE SOLIDARITE

Managua, 10 oct (ANN). Le Mouvement communal, issu des anciens Comités de défense sandiniste, est aujourd'hui au coeur de la lutte sur les questions de la propriété. Il défend les intérêts de dizaines de milliers de familles qui se voient menacées de perdre la maison ou le terrain à bâtir que leur avait donné le régime révolutionnaire. Enrique Picado, vice-coordonateur, a évoqué pour l'ANN le travail de son organisation.

ANN: En matière législative, quelle serait la meilleure solution en ce qui concerne la propriété, maintenant que les tentatives concrétisées par la "loi César" sont bloquées, au moins momentanément?

Enrique Picado: Le plus souhaitable serait que les lois existantes soient respectées, car, des lois, on en a à jeter par la fenêtre. Les décrets-lois 85 et 86 prévoient déjà l'indemnisation des confiscations que le gouvernement considère injustes. Mais aujourd'hui, au milieu des contradictions, le gouvernement tente de trouver un consensus entre les différentes forces. Il existe une initiative des sandinistes qui vise également à parvenir à un accord. Dans cette situation, le mieux serait d'élaborer une loi qui serait un point d'équilibre entre les différentes forces politiques et sociales, entre le gouvernement, le Parlement et les autres.

ANN: Etes-vous satisfaits du niveau de mobilisation de la population et de ceux qui sont menacés par un changement du régime de propriété?

EP: Non. Nous estimons que nous devons élever la qualité de la participation et de la mobilisation du mouvement social dans sa lutte pour défendre ses droits. La dernière manifestation sur la Place de la Révolution, à propos de la propriété, était insuffisante. Le Mouvement communal doit chercher d'autres formes de mobilisation. Nous y ré-

fléchissons en ce moment. Nous ne pouvons pas toujours faire des manifestations devant l'Assemblée ou le Palais présidentiel. C'est une forme un peu usée.

Le Mouvement communal mobilise mais en même temps, de façon indirecte, démobilise. Les gens à qui nous affirmons que d'une manière ou d'une autre ils vont rester dans leur maison se demandent pourquoi ils iraient manifester. Mais il existe une nouvelle forme de solidarité dans les communautés et c'est là que nous devons renforcer la participation de la population. Par exemple, si l'on expulse une famille, aussitôt les voisins délogent le propriétaire. Nous l'avons déjà fait plusieurs fois. C'est ainsi que si nous avons des difficultés à rassembler les gens dans les manifestations de rue, nous développons dans les quartiers de nouvelles formes de mobilisation et de défense.

ANN: La question de la propriété englobe aussi le problème des occupations spontanées de terrains. Il y a peu, à Managua, les gens qui construisaient le bidonville "Terre promise" ont été violemment expulsés. Quelle est la stratégie du Mouvement communal?

EP: Nous luttons pour le droit au logement et pour une urbanisation ordonnée et conforme aux lois. C'est pourquoi nous ne sommes pas d'accord avec les occupations spontanées et ne pouvons promouvoir ces actions. Mais ce qui nous intéresse, c'est que les gens aient une maison. Beaucoup de cas pourraient être résolus, car dans ce pays il y a de l'espace, mais le gouvernement pense seulement aux grands complexes, aux centres commerciaux et aux édifices religieux. Pourquoi ne prévoit-il pas le lotissement et l'urbanisation organisée? Nous agissons selon la loi et le droit d'avoir un logement et nous sommes contre les occupations spontanées, mais nous ne pouvons pas non plus les condamner. Quand les gens commencent à prendre un terrain et que nous pouvons les organiser, nous le faisons car nous partons du principe que derrière les problèmes il y a des gens. Ce n'est pas notre affaire de savoir s'ils occupent un terrain de façon légale ou illégale.

ANN: Avez-vous demandé de l'aide aux organisations étrangères, aux ONG, aux comités de solidarité ou aux organisations communales?

EP: Le Centre des Nations Unies pour les établissements humains Habitat, dont nous sommes membres, nous a aidés. Cette organisation n'est pas grande, mais elle est reconnue et elle a des contacts. Le sous-secrétariat du Mexique a écrit une lettre de soutien à notre lutte à la présidente Chamorro dans laquelle il condamne la position d'A. César sur les questions de la propriété. A part cela, nous n'avons reçu qu'une aide matérielle faible. Or la lutte coûte cher.

NOTE: Le Mouvement communal lance un appel aux organisations de solidarité, aux ONG, aux partis politique et aux individus. "La lutte que mène le Mouvement

communal n'est pas seulement celle des Nicaraguayens. Elle s'inscrit dans le combat mondial pour le droit à un toit. Le Mouvement communal du Nicaragua a besoin de la coopération, de l'aide et de la solidarité d'autres organisations qui mènent la même lutte". Pour plus d'information, vous pouvez contacter le Mouvement communal à Managua, télécopie (505-2) 66 82 48.

EL SALVADOR: UNE DEMI-JUSTICE N'EST PAS LA JUSTICE

Entretien avec le Père César Jerez, recteur de l'Université centraméricaine

Sergio Ferrari

Managua, 11 oct (ANN). Le 16 novembre 1989, six jésuites de l'Université centraméricaine de El Salvador (UCA) et deux employées de la communauté étaient sauvagement assassinés par l'armée. Deux ans après, un tribunal a reconnu le colonel Benavides coupable de l'assassinat des religieux et le lieutenant Mendoza de la mort d'une des employées. Le juge a maintenant trente jours pour décider des peines. Ce résultat ne comble pas l'attente qu'avait fait naître le procès. "Ce jugement a des aspects décevants qui montrent l'extrême faiblesse du système judiciaire salvadorien", estime le Père César Jerez, jésuite qui se trouve à la tête de l'Université centraméricaine de Managua et que Sergio Ferrari a rencontré pour l'ANN.

Sergio Ferrari: Cet assassinat a eu un impact très fort au Salvador. Comment évaluez-vous, deux ans après, sa répercussion sur la société?

César Jerez: Il a eu un effet semblable et peut-être même plus important que l'assassinat de Mgr Romero. Certains Salvadoriens en ont ressenti de la honte. Après les réactions nationales et internationales, beaucoup d'hommes politiques et même des militaires se sont rendu compte que c'était une terrible erreur. Mais il n'a pas manqué de groupes ou d'individus d'extrême-droite pour penser: "Nous avons éliminé les intellectuels de la guérilla". Je crois que ce commentaire vise surtout Ignacio Ellacuria, qui était une figure de poids. Martin Baro et Segundo Montes étaient également très connus. Amando Lopez, Juan Ramon Moreno et Joaquin Lopez l'étaient moins. Mais comme l'ordre était de ne pas laisser de témoins vivants, ils ont été assassinés aussi. Certains ont pensé qu'ils avaient éliminé les intellectuels de la guérilla, mais cette appréciation est complètement erronée. Le président Cristiani lui-même avait reconnu qu'Ignacio Ellacuria avait représenté l'opposition la plus intelligente qu'il avait connue. En 1982, Ignacio soutenait que dans un pays comme le Salvador, la seule solution était la négociation. Cette affirmation n'avait plu ni aux uns ni aux

autres. Et pourtant c'est le point où nous en sommes aujourd'hui.

Sans aucun doute, l'assassinat a eu un grand impact dans la société, chez les intellectuels, dans la classe dirigeante mais aussi dans les secteurs populaires. Un an après, les paysans ont pris l'UCA pour y célébrer l'anniversaire de la mort de leurs martyrs. Au sein de la Compagnie de Jésus, les répercussions ont été très fortes car rien de semblable ne s'était passé dans son histoire moderne. Ce crime nous a atterrés, mais nous avons conscience que c'est le prix que nous devons payer pour le choix que nous faisons de la foi et de la justice.

SF: Dans quelle mesure l'assassinat a eu une incidence sur la marche des négociations qui se sont intensifiées justement dans les mois qui ont suivi?

CJ: La mort des jésuites a remis le problème du Salvador au premier plan dans les forums internationaux. Les Nations Unies, le Congrès des Etats-Unis sont intervenus et la recherche de la solution s'est intensifiée. Si l'on voit le problème salvadorien à l'échelle du monde, il peut paraître tout petit. Cependant, l'attention de la communauté internationale s'est centrée sur ce pays, non seulement à cause du cas des jésuites mais aussi pour d'autres éléments qui ont stimulé la solution négociée dans un conflit où l'on peut dire qu'il y a match nul.

SF: Sur le plan juridique, il serait intéressant de savoir les causes profondes qui ont conduit la Compagnie de Jésus à mener ce procès coûte que coûte.

CJ: J'ai suivi de très près ce procès, j'ai reçu beaucoup d'informations et j'ai même dû aller deux fois aux Etats-Unis pour en parler. Notre intention n'était pas de demander que la lumière soit faite parce qu'il s'agissait de jésuites. Nous pensions plutôt que si nous parvenions à faire la lumière sur cet assassinat, d'autres affaires allaient s'éclairer. Il n'est pas normal que le système judiciaire salvadorien fonctionne de telle sorte qu'on tue un évêque, des jésuites, des centaines de Salvadoriens liés à l'Eglise et des milliers d'autres et qu'il ne se passe rien. Nous voulions créer un précédent. Il faut se rappeler qu'un des points de la négociation entre le gouvernement et le FMLN est justement le système judiciaire.

SF: Pensiez-vous que le procès allait se dérouler comme il s'est déroulé?

CJ: Il a des aspects décevants. A mon avis, le résultat ne correspond pas aux efforts qui ont été faits depuis deux ans. On a la sensation que la montagne a accouché d'une souris. Etant donné l'énorme quantité de preuves existantes, nous pensions que la sentence allait être plus forte et plus claire, même si ensuite il y avait amnistie. Nous sommes choqués de voir que malgré la clarté des témoignages, seuls un colonel et un lieutenant ont été reconnus coupables. Les autres ont été absouts, malgré la cruauté dont ils ont fait preuve. Le jury a voulu signifier

qu'il faut chercher la responsabilité plus haut au sein des Forces armées. Il faut donc encore chercher les auteurs intellectuels de ce massacre planifié. Dans ce contexte, nous considérons comme de la plus haute importance que les services secrets étatsuniens remettent la documentation qu'ils ont en leur possession et qu'ils ont jusque-là cachée.

Par ailleurs, l'absolution des auteurs matériels du crime nous conduit à répéter les paroles de Mgr Romero: "*La loi de Dieu doit prévaloir sur un ordre de tuer. Aucun soldat n'est tenu de respecter un ordre qui va contre la loi de Dieu. Il est temps que vous récupérez votre conscience et que vous lui obéissiez*". Cette conception fait tomber l'excuse de l'obéissance aux ordres supérieurs par laquelle beaucoup de militaires du continent ont justifié leurs abus.

En un mot, nous considérons que la réalisation du procès est un progrès dans le fonctionnement des institutions, mais nous voulons insister sur le fait que les recherches menées par des éléments des Forces armées présentent des carences au point qu'on peut les mettre en doute, que la collaboration de l'armée a été minime, que les déclarations de ses membres sont contradictoires et que des évidences ont été détruites. Les carnets où l'on inscrit les entrées et les sorties de l'Ecole militaire ont été détruits. Or ils auraient pu indiquer quels officiers y étaient réunis la nuit avant le crime. Certains cadets qui étaient de garde n'ont pas fait de déclaration car ils ont dit qu'ils dormaient. Comment peut-on avancer de telles choses, quand on est au coeur même de la guerre? On sait qu'un assesseur étatsunien des Forces armées salvadoriennes avait déclaré qu'il savait que quelque chose se tramait. Mais le FBI l'a appelé et il a modifié sa déclaration. On a dit ensuite qu'il souffrait de perturbations mentales.

Dans de nombreux documents utilisés comme preuve, des paragraphes entiers étaient noircis, parfois les textes étaient illisibles à 60%. Que contenaient ces passages? Qui impliquent-ils? On a expliqué que ces paragraphes touchaient à la sécurité des Etats-Unis. Comment un pays si petit peut-il menacer la sécurité des Etats-Unis? Ou bien est-ce parce que des personnes importantes sont impliquées? Si l'on analyse tout cela, il n'y a pas de doute: beaucoup de choses restent à faire pour renforcer ce système judiciaire.

"NOUS DISPOSONS D'ALTERNATIVES POUR LE CONTINENT"

Managua, 15 oct (ANN/Cerigua/ALAI). "Nous sommes ici pour demander à tous les peuples du monde qu'ils apprennent à aimer non seulement les monuments préhispaniques mais également les descendants des civilisations d'origine de notre continent". C'est ainsi que la dirigeante populaire guatémaltèque Rigoberta Menchu a revendiqué le droit à la dignité et à l'égalité au nom des

quelques 300 ethnies d'Amérique représentées à la seconde Rencontre continentale de la campagne "500 ans de résistance indigène et populaire".

Du 7 au 12 octobre s'est déroulée au Guatemala cette nouvelle étape de la campagne lancée par diverses organisations ethniques et populaires en réponse à la très officielle célébration de la "*Rencontre de deux mondes*", patronnée par des gouvernements européens, latino-américains, le Vatican et les Etats-Unis et destinée à blanchir l'Europe de sa responsabilité historique de colonisatrice et destructrice des cultures indigènes.

Le propos de la Rencontre n'était pas un retour sur le passé mais la mise en valeur d'une histoire niée, celle des peuples du continent, afin de renforcer aujourd'hui leur unité et de construire un projet alternatif de développement qui soit une réponse aux problèmes actuels. "*Nous disposons d'alternatives pour un changement. Des alternatives qui n'excluent personne, qui respectent la vie, les sentiments, la cosmogonie des indigènes et les besoins de tous les secteurs populaires*", ont affirmé les organisateurs de la Rencontre.

En avançant dans l'analyse de certains thèmes tels que la démocratie, les droits indigènes, le colonialisme et le néo-colonialisme, les participants ont jeté les bases des campagnes qui seront menées à l'échelle continentale dans les mois qui viennent. Une proposition d'action politique, qui reprend les résolutions adoptées par les six commissions de travail a été approuvée par consensus. Les objectifs de cette proposition, intitulée "*Après un demi-millénaire, unité indigène et populaire*", sont les suivants :

- Approfondir par l'échange la réflexion historique, la recherche et la systématisation des expériences.
- Promouvoir des projets et programmes économiques alternatifs de caractère autogestionnaire fondés sur la défense de la vie de nos peuples.
- Impulser des politiques culturelles qui favorisent la restauration et la mise en valeur de la diversité culturelle de notre continent.
- Renforcer les organisations et comités nationaux basés sur les principes, les valeurs morales et les expériences d'autogestion des communautés.
- Susciter la solidarité la plus large avec la lutte de nos peuples, défendre la Révolution cubaine, appuyer les processus de paix, la lutte contre l'impunité et la démilitarisation.
- Parvenir à une mobilisation générale et coordonnée sur le continent qui compte avec la présence vive des peuples indiens et des organisations populaires.

La Rencontre s'est terminée dans les rues de Quetzaltenango par une immense manifestation d'environ 80 000 personnes réclamant la fin de la répression et de la militarisation qui ont permis l'exploitation du continent depuis l'invasion espagnole.

500 ANS DE RESISTANCE INDIGENE, NOIRE ET POPULAIRE

Managua, 16 oct (ANN/Alai). La seconde Rencontre continentale s'est terminée le 12 octobre par la signature de la Déclaration de Xelaju (Quetzaltenango) dont voici le texte.

Aujourd'hui que sur toute la face de la terre se font ressentir les effets d'une des plus complexes conjonctures politiques de l'histoire; aujourd'hui que des changements brutaux se sont produits en Europe de l'Est; aujourd'hui que le monde, atone, contemple sur les écrans de télévision les essais d'une nouvelle guerre mondiale où sont utilisées des armes chimiques et nucléaires; aujourd'hui que les Etats-Unis, consacrés super-puissance mondiale, font avec leur "Initiative pour les Amériques" un pas en avant dans la déjà longue histoire des politiques oppressives contre l'Amérique latine; aujourd'hui que le choléra, cette maladie du Moyen-âge, tue des milliers de latino-américains parce que le droit à la santé leur a été enlevé pour payer les intérêts d'une dette impayable; aujourd'hui que l'on assiste à une réorganisation du rapport entre les forces impérialistes qui s'exprime par la formation de nouveaux blocs de pouvoirs et que de nouveaux affrontements pour la redistribution du monde s'annoncent; aujourd'hui que l'Europe, par l'intermédiaire de son porte-parole, l'Espagne, vient vers notre Amérique pour nous parler à Guadalajara d'une intégration ibéro-américaine de type néo-colonialiste; aujourd'hui que le conflit Est-Ouest a disparu et que l'impérialisme a transporté le conflit au Sud, nous voyons l'oppression et la mort dans toute leur ampleur.

Nous, Indigènes, Noirs et secteurs populaires d'Amérique, réunis pour la seconde Rencontre continentale à Xelaju, Guatemala, berceau de la résistance et de la culture mayas, avec la fraternité et le respect hérités de nos ancêtres, répondant à l'engagement ferme pris il y a deux ans à Bogota lorsque nous avons lancé cette campagne, nous avons avancé dans notre réflexion sur :

1- Ce qui a été fait à notre continent avec l'invasion européenne et euro-nord-américaine durant 499 ans de colonialisme, néo-colonialisme et évangélisation.

2- La signification, l'usage et la valeur de la terre pour nous, dans son lien avec la vie, la sauvegarde de l'environnement et la défense de nos ressources naturelles.

3- Le rôle de la femme comme source de vie et combattante infatigable de la liberté.

4- La nécessité pour notre jeunesse d'un espace où elle puisse être protagoniste de la réappropriation de notre culture et de la construction d'une identité propre.

5- La réaffirmation de notre lutte pour une démocratie réelle sur tout le continent, fondée sur la diversité multi-ethnique et pluriculturelle, afin d'aller vers la création d'états qui présenteront cette même qualité au sein d'une nouvelle patrie américaine à construire.

6- La défense des droits de l'homme et des droits des peuples indiens et noirs en particulier.

7- La condamnation du colonialisme et du néo-colonialisme, le rejet de toute célébration ou commémoration qui prétende les reconnaître ou les justifier; la revendication de la lutte pour notre émancipation et auto-détermination.

8- L'unité Indigène, Noire et Populaire et la définition des lignes générales de notre action politique à court et moyen terme, en particulier pour 1992.

A partir de ces réflexions, voici nos décisions:

1- Réaffirmer et ratifier les accords de Bogota qui ont lancé notre campagne.

2- Réaffirmer le caractère large et démocratique de la campagne dont les points de convergence serviront d'espace de réflexion et de participation afin de renforcer les actions unitaires des peuples indiens, noirs et des secteurs populaires de notre continent. Nous estimons correct que les divers secteurs sociaux du mouvement populaire aient leur propre dynamique au sein de la campagne continentale. C'est ainsi que nous ratifions la Rencontre des peuples indiens tenue à Quito, Equateur, et que nous continuerons à impulser cette dynamique. Nous saluons les initiatives des autres secteurs sociaux qui participent à la campagne.

3- Déclarer l'année 92 "Année Internationale de la Résistance Indigène, Noire et Populaire".

Voici nos propositions :

1- Mettre en pratique notre opposition à la célébration du 500^e centenaire en présentant nos actions, nos propositions alternatives fondées sur les intérêts de nos peuples.

2- Concrétiser la solidarité des secteurs populaires avec la lutte des peuples indiens.

3- Organiser en 1992 des mobilisations nationales coordonnées au niveau continental :

-le 8 mars, dans le cadre de la journée internationale des femmes

-le 1er mai dans le cadre de la journée internationale des travailleurs

-le 12 octobre en réalisant la troisième Rencontre continentale (voir note) de la campagne "500 ans de Résistance Indigène" et en organisant simultanément une grève à l'échelle du continent.

4- Mener une lutte acharnée pour les prisonniers politiques du continent en particulier pour Leonard Pelthier, deux fois condamné à perpétuité aux Etats-Unis.

5- Proposer la candidature de Rigoberta Menchu au Prix Nobel de la Paix pour sa lutte infatigable dans la défense des droits indiens et des droits de l'homme en général, dans son pays et dans tout le continent.

6- A partir de cette seconde Rencontre, baptiser cette campagne "500 ans de Résistance Indigène, Noire et Populaire".

Xelaju, Guatemala, 11 octobre 1991.

Note : Cette troisième rencontre pourrait se tenir à Managua.

HAÏTI : ARISTIDE SERA-T-IL SOUTENU LONG-TEMPS ?

Sergio Ferrari

Managua, 16 oct (ANN). Le Père Aristide a dirigé le premier gouvernement populaire venu au pouvoir en Amérique latine depuis la fin de la guerre froide. Le putsch dirigé par Raoul Cedras le 29 septembre a été le premier coup d'état militaire postérieur à l'ère de la Doctrine de Sécurité militaire à laquelle était soumis le continent depuis des années. La dynamique politique haïtienne a donc échappé au cours des derniers mois à l'encontre des espoirs de la société civile dans sa majorité, qui apparaît pour le moment comme la grande perdante d'une histoire dont toutes les pages ne sont pas encore écrites.

Lorsqu'en février dernier, le Père Aristide prenait la direction du gouvernement, son discours était aussi simple et réaliste que son langage mesuré. "Notre grand objectif pour les prochaines années est de passer d'une misère extrême à une pauvreté dans la dignité. Nous exploiterons notre propre ressource, la participation populaire, sans trop attendre de l'extérieur". Depuis, malgré les attaques incessantes des groupes réactionnaires, son gouvernement répondait aux attentes populaires. La lutte contre

la corruption, la réorganisation d'un état vermoulu, le jugement des militaires coupables, la préparation de la campagne d'alphabétisation constituaient les axes du nouveau pouvoir.

Le talon d'Achille du processus haïtien a été depuis le début la faiblesse organisationnelle de la "lavalas", mouvement non armé, civique et électoral, de brève existence et qui était parvenu à porter Aristide au pouvoir avec près de 70% des votes. Ce caractère spontanéiste du mouvement, les innombrables tâches du gouvernement et le manque de temps expliquent que la forme du pouvoir ne se soit pas beaucoup transformée depuis février. La relation quasi symbiotique entre Aristide et le peuple apparaît comme le principal support du gouvernement populaire qui, de plus, n'a pu dissoudre l'armée et s'est limité à épurer ses cadres. C'est par un jeune officier qu'il avait promu que le président a été renversé.

La riposte au coup d'état a été immédiate aussi bien dans le pays qu'à l'extérieur. La mobilisation populaire spontanée s'est heurtée à une répression brutale, dans la logique du coup militaire. La communauté internationale a réagi pour sa part avec une énergie toute rhétorique et d'évidentes contradictions. Le gouvernement des Etats-Unis par exemple, a condamné durement le coup d'Etat - allant jusqu'à recevoir Aristide à la Maison Blanche - mais a rejeté l'option d'une réponse immédiate du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Quelques jours plus tard, son soutien au président haïtien se faisait plus tiède. L'Organisation des Etats Américains (OEA) a pris la tête de la condamnation du putsch, proposant sanctions économiques et blocus, et posant la question de l'intervention militaire. Mais elle a été dépassée par l'intransigeance des putschistes. La communauté latino-américaine s'est trouvée prise dans ses propres contradictions. A une récente assemblée générale de l'OEA, celle-ci avait décidé de sanctionner toute rupture à la démocratie qui se produirait sur le continent : le cadre théorique idéal pour une réponse énergique aux putschistes haïtiens. Pourtant, aux gouvernements qui proposaient l'intervention militaire pour rétablir Aristide, le Mexique, le Costa Rica, l'Uruguay et le président haïtien lui-même ont dit non. Ce débat était en effet lourd de conséquences pour la géopolitique continentale. Si le rétablissement de la démocratie à Haïti est un revendication claire, le choix d'une intervention militaire étrangère pour résoudre la crise est complexe. Il y a eu des dizaines d'interventions militaires des Etats-Unis contre des gouvernements démocratiques au Nicaragua, au Guatemala, en République Dominicaine, à la Grenade, à Panama et toujours sous la bannière de la "démocratie" et de la "paix". Cette fois-ci, l'action militaire aurait permis aux Etats-Unis de se laver de ses fautes passées et d'asseoir encore mieux son hégémonie dans la région. La mobilisation immédiate de 500 "marines" dans la base de Guantanamo annoncée par la Maison Blanche, sous le prétexte de sauver ses intérêts propres à Haïti, a mis en alerte et fait peser de lourds nuages sur Cuba.

C'est probablement la conscience de cette réalité qui a fait rejeter l'option militaire à Aristide. Il a parié sur l'efficacité des sanctions économiques - dont les effets devraient se faire sentir en novembre - et sur la mobilisation des secteurs haïtiens les plus actifs - ceux qui dirigent aujourd'hui la résistance dans la clandestinité - pour transformer à moyen terme le rapport de forces.

Quinze jours après le coup d'état, les nouveaux dirigeants ne sont pas parvenus à normaliser le pays, bien que le mouvement populaire soit pour le moment contrôlé; mais le putsch s'est "institutionnalisé" avec la nomination d'un civil à la présidence et Aristide est loin du théâtre des opérations. La société civile parviendra-t-elle à s'imposer ? De quel appui réel le nouveau gouvernement dispose-t-il ? Beaucoup affirment que le putsch a été soutenu par certains secteurs de la Maison Blanche. Un soutien qui expliquerait l'arrogance des militaires haïtiens face à l'OEA et aux sanctions internationales. S'il en est ainsi, il est probable que le retour d'Aristide n'est pas pour demain et que la logique de la communauté internationale envers Haïti sera différente de celle qui a prévalu au lendemain du coup d'état.

EN BREF

QUELLE SURPRISE! La revue étatsunienne Newsweek vient de révéler que des fonds de la CIA ont été utilisés pour la campagne électorale de la droite il y a deux ans. Selon la revue, 600 000 dollars ont été attribués à des Nicaraguayens de Miami pour qu'ils rentrent au Nicaragua avant les élections. Une dizaine d'entre eux s'en seraient servi pour promouvoir leur candidature, entre autres Alfredo César, ancien membre de la direction politique de la contra et actuel président de l'Assemblée. Pendant la campagne, répondant à une dénonciation de Daniel Ortega, Jimmy Carter, qui était observateur, avait donné l'assurance que la CIA ne finançait pas la campagne de l'UNO. Après les révélations de Newsweek, D. Ortega a demandé des explications à J. Carter et Sergio Ramirez, au nom du groupe sandiniste du Parlement, a sollicité la création d'une commission d'enquête de l'Assemblée. Il a également demandé au Conseil électoral et au Conseil national des partis politiques de mener une investigation semblable.

POLICE MUNICIPALE. Le ministre de l'intérieur Carlos Hurtado a accepté, à la demande de certains maires, la création d'une police municipale. Face aux protestations qui se sont élevées du côté des sandinistes, les autorités ont affirmé que cette police ne serait pas militairement contrôlée par les maires, même si ce sont les municipalités qui la paieront, mais par le ministère de l'intérieur. Les observateurs restent perplexes.

LA VRAIE POLITIQUE DE RECONCILIATION. La police a violemment chargé à deux reprises le même jour

les travailleurs de la savonnerie E. Chamorro de Granada. Coups de gourdin, gaz lacrymogènes, fouilles des maisons avoisinantes pour chercher d'éventuels fugitifs, au moins 13 blessés et 8 détenus, dont le secrétaire départemental de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) et le secrétaire du syndicat CST de la savonnerie. L'origine de ces violences réside tout simplement dans la décision de travailleurs de créer un syndicat CST qui avait entraîné le licenciement immédiat de ses responsables. C'est pour protester contre cette interprétation de la liberté d'organisation que les travailleurs occupaient l'entreprise. Le comité départemental du FSLN a émis un communiqué dans lequel il dénonce la famille Chamorro, propriétaire de l'entreprise, pour son attitude envers les travailleurs et pour avoir utilisé la police pour défendre ses intérêts. Il dénonce également le chef régional de la police pour s'être prêté à cette manipulation et signale par leur nom les officiers de police qui se sont distingués par leur agressivité.

ALEMAN. Le maire de Managua a déclaré d'utilité publique une partie des terres d'une coopérative située près de Ciudad Sandino. De cette façon, il n'a même pas besoin d'indemniser les coopérativistes. Les titres de propriété de la coopérative, légalisée depuis longtemps, sont pourtant inattaquables, mais la coopérative a été avertie de la décision après le délai pendant lequel elle pouvait faire valoir ses droits.

LA PAIX, PRINCIPALE VICTOIRE DU GOUVERNEMENT CHAMORRO. La recontra a saccagé le mobilier d'une école rurale près de La Trinidad. Les paysans d'une vingtaine de coopératives près de Waslala, soit environ 500 personnes, sont obligés de quitter leurs terres et de fuir dans une autre région à cause des attaques, séquestrations et menaces de mort permanentes dont ils sont victimes.

LE FRONT NATIONAL DES TRAVAILLEURS (FNT) tiendra une conférence de presse pour dénoncer que le gouvernement ne respecte pas ses engagements quant à l'octroi de 25% de la propriété des entreprises aux travailleurs et va annoncer une série d'actions en riposte.

SANTE A VENDRE. Le ministre de la Santé a reconnu la profonde détérioration du système de santé, a avoué que certains hôpitaux sont "en faillite" et qu'il faudrait 50 millions de dollars pour les réapprovisionner en médicaments. Une bonne aubaine pour les pharmacies privées et le marché parallèle qui pratiquent des prix inaccessibles pour la majorité de la population. Un contexte favorable aux plans de privatisation accélérée de la Santé dénoncés par la Fédération des travailleurs de la Santé.

CUBA. Liberté des peuples, autodétermination, liberté du commerce, pluralisme politique : autant de principes brandis par les Etats-Unis mais bafoués par leur politique envers Cuba. En 1975, la Maison Blanche autorisait les filiales d'entreprises étatsuniennes à l'étranger à avoir

des relations commerciales avec Cuba. Mais récemment le sénateur Connie Marc a proposé la révocation de cette disposition. Les chefs d'entreprise qui défient l'embargo paieront des amendes pouvant aller jusqu'à 10 000 dollars et purgeront des peines de prison allant jusqu'à 10 ans. Le 12 septembre, la délégation de Cuba à l'ONU a dénoncé le fait que plusieurs entreprises argentines, allemandes, suédoises, japonaises et françaises avaient suspendu leurs ventes de matériel médical à La Havane parce que le ministère de l'Economie des Etats-Unis leur avait refusé la licence d'exportation. Les pressions de la Maison Blanche se sont exercées de même sur leur principal allié : l'Angleterre. "C'est le gouvernement britannique et non le Congrès des Etats-Unis qui détermine notre politique commerciale", a déclaré le ministre anglais du commerce.

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: José de Jesús Cortés. Patricia Käch et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim.

Télex: (45) 817585158 com ch. Electronic mail: GeoMail NET3:ANN-EUROPA; DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA; Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

